Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

1 | 2019

Citoyenneté & contre-citoyenneté

“Le véritable esclavage des vices et de la mendicité”

Discours et ambivalences du républicanisme chilien au croisement entre esclavage, égalité raciale et citoyenneté (1810-1823)

“The real slavery of vices and mendicity”. Discourses and ambivalences of Chilean republicanism at the intersection between slavery, racial equality and citizenship (1810-23)

“La verdadera esclavitud de los vicios y de la mendicidad”. Discursos y ambivalencias del republicanismo chileno entre esclavitud, igualdad racial y ciudadanía (1810-1823)

“A verdadeira escravidão dos vícios e da mendicidade”. Discursos e ambivalências do republicanismo chileno na encruzilhada entre escravidão, igualdade racial e cidadania (1810-1823)

Thomas Mareite

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/slaveries/528>

DOI : 10.4000/slaveries.528

ISSN : 2540-6647

Éditeur

CIRESC

Référence électronique

Thomas Mareite, « “Le véritable esclavage des vices et de la mendicité” », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 1 | 2019, mis en ligne le 20 novembre 2019, consulté le 25 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/528> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slaveries.528>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2022.

Les contenus de la revue *Esclavages & Post-esclavages / Slaveries & Post-Slaveries* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

“Le véritable esclavage des vices et de la mendicité”

Discours et ambivalences du républicanisme chilien au croisement entre esclavage, égalité raciale et citoyenneté (1810-1823)

“The real slavery of vices and mendicity”. Discourses and ambivalences of Chilean republicanism at the intersection between slavery, racial equality and citizenship (1810-23)

“La verdadera esclavitud de los vicios y de la mendicidad”. Discursos y ambivalencias del republicanismo chileno entre esclavitud, igualdad racial y ciudadanía (1810-1823)

“A verdadeira escravidão dos vícios e da mendicidade”. Discursos e ambivalências do republicanismo chileno na encruzilhada entre escravidão, igualdade racial e cidadania (1810-1823)

Thomas Mareite

- 1 Cet article propose une lecture du processus abolitionniste au Chili entre 1810 et 1823, considérant les ambivalences du républicanisme chilien à propos des problématiques intimement liées de l’esclavage et de son abolition, de l’égalité raciale et de la citoyenneté. L’étude s’insère au sein d’une historiographie sur les liens entre la question raciale et la question de la citoyenneté dans les nouvelles républiques sud-américaines (Helg 2004 ; Lasso 2007 ; Gómez 2008) : elle entend souligner l’hétérogénéité du courant républicain sur ces thématiques avant et après l’indépendance nationale (12 février 1818), ainsi que l’absence de convergence naturelle entre républicanisme et population afrodescendante au Chili. À rebours du postulat historiographique classique qui confère au Chili le statut d’exception en matière d’abolition de l’esclavage et de relations raciales au XIX^e siècle (lesquelles auraient fait l’objet d’un consensus parmi les élites républicaines), il s’agit ici de mettre en lumière la pluralité et la dimension parfois contradictoire des discours républicains chiliens liant esclavage, égalité raciale et citoyenneté. La friction s’avère là constante

entre humanisme égalitariste et libéralisme individualiste, de même que l’association rhétorique entre abolition de l’esclavage et déviance sociale et politique au sein d’une fraction du courant républicain chilien : ces aspects illustrent les multiples lignes de faille de ce courant concernant les problématiques de l’esclavage et de la race. Les débats politiques liés à ces questionnements n’ont certes jamais acquis au Chili l’ampleur qu’ils eurent à la même époque au sein d’autres espaces coloniaux et républiques sud-américaines. Ceci s’explique entre autres par le poids démographique et politique relativement faible de la population esclave chilienne au début du XIX^e siècle (on compte près de quatre mille esclaves au moment de l’Indépendance, soit environ un cinquième de sa population afrodescendante). Cependant, la transition entre une société avec esclaves et une société sans esclave dans le Chili nouvellement indépendant ne fut pas exactement le processus irénique communément décrit à la suite de l’historien Diego Barros Arana (1897). Les élites républicaines chiliennes firent notamment preuve d’un certain nombre d’incertitudes et d’ambivalences à l’égard des thématiques conjointes de la race et de la citoyenneté, présumant du déficit supposé d’éducation politique et de vertu républicaine des esclaves nouvellement affranchis. Ainsi, quelles rhétoriques d’harmonie raciale furent forgées au Chili lors de la transition d’un ordre colonial à un régime républicain ? Quelles furent les limites et les ambivalences des discours républicains chiliens sur l’esclavage, l’égalité raciale et la citoyenneté ? La première partie de cet article (dont la population afrodescendante esclave constitue le principal sujet, outre certains liens établis avec les afrodescendants libres ou *pardos*) s’attachera ainsi à retracer la formation d’un discours unissant étroitement républicanisme chilien et libéralisme racial, en particulier sur la question de l’esclavage, au cours des guerres d’indépendance nationale. La seconde partie cherchera à nuancer ce récit en mettant en avant les multiples ambiguïtés et divisions du républicanisme chilien quant aux liens existant entre abolition de l’esclavage, race et citoyenneté.

Rhétoriques d’harmonie raciale : les liens discursifs entre cause républicaine et cause des afrodescendants libres et esclaves

- 2 L’historiographie classique sur le sujet a généralement souligné la symbiose entre républicanisme et dénonciation de l’esclavage dans le Chili de la fin de la période coloniale et du début de l’Indépendance (Barros Arana 1897 ; Feliú Cruz 1973). Ce lien concorde avec l’essor, dès le milieu du XVIII^e siècle, de perspectives critiques sur les fondements traditionnels de la *sociedad de castas* (« société de castes ») dans la capitainerie générale du Chili¹. Dans la pratique, le déclin de cette *sociedad de castas* était déjà bien entamé. Dès le début du XVIII^e siècle, la démocratisation relative de la manumission contribua à l’accroissement de la population de *pardos* libres, tandis que s’ouvraient de nouvelles modalités d’ascension sociale pour les individus d’ascendance africaine, tel le service au sein des milices coloniales, donnant accès au *fuero militar*. Dans cette colonie de frontière, le recours à l’esclavage demeura limité, en comparaison avec d’autres espaces coloniaux de l’Empire espagnol, et fut concentré en grande partie dans les milieux urbains : il y était lié au service domestique, au petit artisanat et aux ordres religieux. Et ceci, en dépit du fait que de nombreux esclaves fournissaient par ailleurs la main-d’œuvre dans les régions minières de Coquimbo et Quillota et pour les

productions agricoles du *Valle Central*. Dans l'ensemble toutefois, l'esclavage déclina sensiblement comme modalité de travail forcé au cours du XVIII^e siècle (tabl. 1), malgré certaines exceptions locales (Cussen 2009 ; Ogass Bilbao 2009 ; Undurraga Schuler 2009 ; Contreras Cruces 2011 ; Contreras Segura 2013 ; San Martín 2013 ; Arre Marfull & Barrenechea 2017).

Tabl. 1. Population afrodescendante dans la province de Coquimbo (1813).

Districts	Population afrodescendante (dont esclaves)	Population totale
Andacollo	151 (5)	1 592
Barraza	577 (12)	1 446
Chimba	658 (7)	1 900
Guamalata	171 (17)	1 385
La Serena	740 (252)	5 046
Mialqui	49 (25)	1 475
Monterrey	18 (12)	1 023
Pachingo	733 (52)	2 119
Rapel	103 (65)	572
Sotaquí	221 (34)	1 971
Autres districts	1 812 (173)	10 590
Total	5 233 (654)	29 119

Source : *Censo de 1813, levantado por don Juan Egaña, de orden de la Junta de Gobierno formada por los señores Pérez, Infante y Eyzaguirre, 1853.*

- 3 Faisant suite aux abdications de Bayonne, l'instauration d'une junte nationale de gouvernement, le 18 septembre 1810, scella l'entrée du Chili dans une période d'autonomisation politique d'inspiration républicaine vis-à-vis de la métropole, communément appelée *Patria Vieja* (1810-1814)². Dans ce contexte, la loi de « liberté des ventres » fut votée en octobre 1811, à l'initiative de l'avocat Manuel de Salas, par le nouvellement formé *Congreso Nacional* : cette loi constitua la première expression publique d'un discours unissant républicanisme et libéralisme racial au cours des guerres d'indépendance au Chili. Elle symbolisa l'irruption d'un républicanisme anti-esclavagiste naissant sous la *Patria Vieja* (dont les prémisses étaient toutefois visibles dès la Conspiration dite « des trois Antonio » en 1780). Pour ce mouvement, la dénonciation de l'esclavage comme oppression et comme injustice représentait par synecdoque le rejet d'un passé colonial jugé despotique et corrompu (Collier 2008 : 189). Le texte de ladite loi décréta l'émancipation des nouveau-nés d'esclaves (sans libérer les esclaves existants mais en recommandant seulement leur « bon traitement ») et interdit « l'introduction de nouveaux esclaves dans le pays ». Dans une esquisse de « sol libre », la loi prévoyait également l'émancipation des esclaves qui, « en transit vers d'autres nations », demeureraient au moins six mois sur le territoire chilien³. De l'avis de contemporains (notamment de nombreux afrodescendants eux-mêmes), la loi fut fréquemment transgressée par certains propriétaires esclavagistes qui refusaient

d’inscrire comme « libres » les nouveau-nés de parents esclaves dans les registres paroissiaux et qui acquéraient des esclaves illégalement introduits depuis le Pérou⁴. Cependant, l’écho de cette mesure dépassa les confins du territoire chilien : certains auteurs ont ainsi souligné la circulation du modèle de la « liberté des ventres » au Chili dans l’espace révolutionnaire sud-américain, depuis le Río de la Plata, où la presse relayait largement la mesure, jusqu’à la région d’Antioquia (Nouvelle-Grenade), où le gouvernement s’en inspira pour sa propre « liberté des ventres », à l’initiative de José Felix Restrepo en avril 1814 (Blanchard 2010 : 135 ; Candioti 2015 : 154-157 ; Mareite 2015 : 117-119).

- 4 Si l’on excepte la loi de « liberté des ventres » de 1811, il est à noter que les problématiques de l’esclavage et de l’égalité raciale semblèrent cependant peu prégnantes dans la rhétorique des premiers républicains chiliens sous la *Patria Vieja*. Cela transparaît notamment si l’on compare avec la Nouvelle-Espagne ou la Nouvelle-Grenade, deux espaces coloniaux où l’ampleur démographique et le poids politique de la population d’origine africaine donna de la visibilité à ces questions. Les premiers manifestes radicaux du républicanisme chilien (de la *Proclama Revolucionaria* d’Antonio Orihuela, à la *Proclama de Quirino Lemachez* de Camilo Henríquez en passant par le *Catecismo político cristiano* de José Amor de la Patria) ne firent pas de référence directe à la question *parda* (afrodescendante), ni à la problématique de l’esclavage, excepté de manière allégorique pour cette dernière⁵. Néanmoins, la presse d’inspiration républicaine s’est occasionnellement faite le relais de débats concernant l’abolition de l’esclavage, dans un cadre transnational, sous la *Patria Vieja*. En avril 1812, *La Aurora de Chile* rendit ainsi compte des discussions des *Cortes de Cádiz* au sujet de l’esclavage et de la citoyenneté, relayant en particulier les propositions d’Agustín Argüelles et de José Miguel Guridi y Alcocer (Lasso 2007 : 36-43 ; Candioti 2015 : 153-159)⁶. Son éditeur, Camilo Henríquez, argua ainsi que « l’esclavage n’est pas une condition dans laquelle la nature plaça les hommes mais plutôt un état factice, susceptible d’une infinité de modifications », invoquant notamment comme fondement de sa pensée les travaux de Victorián de Villava au sujet du travail contraint (Portillo Valdés 2009)⁷.
- 5 De même, comme souligné par Carolina González Undurraga, la sphère judiciaire (une arène primordiale dans la circulation et la légitimation de discours critiques de l’esclavage) refléta les liens à l’œuvre entre anti-esclavagisme et républicanisme durant la *Patria Vieja*⁸. Ainsi, en janvier 1814, le *Procurador de Pobres* Juan José Santivañez représenta l’esclave Catalina Alcalde qui sollicitait la réévaluation de sa valeur marchande afin de faciliter sa cession à un autre esclavagiste : le *Procurador* souligna que « les circonstances [du moment] concernant tous les malheureux ayant l’infortune d’être soumis aux dures chaînes de la servitude [étaient] très différentes de celles des temps passés » (González Undurraga 2012b et 2017)⁹. C’est ainsi qu’émergea progressivement, sous la *Patria Vieja*, le postulat d’une incompatibilité croissante entre l’existence de l’esclavage, l’essor d’impératifs libéraux nouveaux et l’enracinement de libertés sociales et politiques. Les liens existants entre pensée républicaine, idéaux humanistes et rhétorique abolitionniste s’affirmèrent peu à peu au gré de l’émergence d’impératifs nouveaux : la dignité de la personne humaine et le respect de l’intégrité physique. Les esclaves et leurs proches s’approprièrent une rhétorique abolitionniste naissante (couplée à des discours jusnaturalistes hérités de la période coloniale) au fil de conflits judiciaires visant l’obtention de la *carta de libertad* – de plus en plus fréquents de 1810 à 1823 (González Undurraga 2012a et 2017).

- 6 De manière plus sensible encore, la sphère militaire constitua pour les premiers républicains chiliens un terrain d'expression privilégié de rhétoriques d'harmonie raciale. En avril 1811, un *Batallón de Milicias Disciplinadas de Pardos* fut composé par regroupement des diverses compagnies de *pardos* libres qui s'étaient formées dans le contexte des *Reformas Borbónicas*. Le *Congreso Nacional* chercha à encourager le patriotisme des miliciens *pardos* (vraisemblablement pour éviter que leur soutien ne soit capté par des éléments proroyalistes), soulignant dans sa session du 15 octobre 1811 : « nos frères les *pardos* ont toujours manifesté une ardente et généreuse adhésion à nos principes », figurant de ce fait « parmi les valeureux défenseurs de la patrie¹⁰ ». Il en fut de même pour les populations esclaves. Quand le lieutenant colonel royaliste Tomás de Figueroa tenta de dissoudre la *Junta de Gobierno* par la force en avril 1811 à Santiago du Chili, le soulèvement fut réprimé par les troupes loyales à la *Junta*. Parmi ces dernières figurait un esclave nommé José Muñoz, dont le « courage » et le « patriotisme » furent publiquement glorifiés¹¹. De même, la fondation des *Ingenuos de la Patria* (un corps composé d'esclaves âgés de 13 ans et plus) en août 1814 fournit au gouvernement patriote l'occasion de diffuser une rhétorique anti-esclavagiste prônant une certaine égalité raciale : il fut notamment promis d'émanciper les esclaves soldats à l'issue de leur engagement militaire (sans toutefois remettre en question l'existence légale de l'esclavage et en prévoyant une indemnisation pour les esclavagistes). Dans le décret fondateur des *Ingenuos*, l'esclavage fut qualifié d'« infamie de la nature », ses rédacteurs se félicitant d'extraire les esclaves de leur « condition misérable » et les considérant, de manière paternaliste, comme « reconnaissants envers la liberté que [la Patrie] leur accord[ait]¹² ». Bien que la période s'étendant du 2 octobre 1814 (victoire des royalistes à Rancagua) jusqu'au 17 février 1817 (victoire des patriotes chiliens à Chacabuco) marquât un coup d'arrêt dans la dynamique républicaine chilienne, les liens rhétoriques entre cause patriote et cause afrodescendante persistèrent (Guerrero Lira 2002 : 137-185). Au cours de cette période, les soldats afrodescendants libres et esclaves intégrèrent trois bataillons distincts au sein de l'*Ejército Libertador de los Andes* (fig. 1), tandis que des figures telles que le soldat afrodescendant José Romero (fig. 2) furent érigées en modèle de patriotisme *pardo* (Contreras Cruces 2011 ; Feliú Cruz 1973 : 118-161)¹³.

Fig. 1. Bannière de l'*Ejército Libertador de los Andes*, 1818.

Source : Memoria Chilena / Biblioteca Nacional de Chile.

Fig. 2. José Romero (1794-1858), soldat afrodescendant.

Source : Memoria Chilena / Biblioteca Nacional de Chile.

- 7 Après Chacabuco, la « représentation de Santiago Bueras sur la liberté des esclaves » rédigée en septembre 1817 et destinée au général José de San Martín témoigna de la transition graduelle à l'œuvre sous la *Patria Nueva* (1817-1823), depuis une critique des abus de l'esclavage jusqu'à une dénonciation plus directe de l'institution esclavagiste en soi. Le 8 juillet 1817, la « liberté des ventres » avait été réinstaurée sous la pression d'afrodescendants libres et esclaves après son abrogation sous la *Reconquista* par les royalistes espagnols (Mareite 2015 : 145-148). Dans ce projet abolitionniste, le lieutenant colonel Bueras exprima ses regrets « de voir que parmi un peuple libre comme l'est le Chili, dont le système libéral s'oppose à ce qui a encore l'odeur de l'esclavage, se maintienne malheureusement la loi barbare faisant du prochain un esclave ». Imprégné d'un lexique républicain associant étroitement esclavage et royalisme espagnol, liant servilité politique et servilité personnelle, l'abolitionnisme de Bueras s'inscrivait avant toute chose dans la rupture vis-à-vis du régime colonial, et à cet égard l'inertie résiduelle de l'esclavage apparaissait comme un anachronisme incongru. Aussi soulignait-il « l'honneur qu'acquerrait notre Chili parmi les nations » à travers l'abolition comme condition d'un « peuple véritablement libre¹⁴ ». Pour Bueras, cet aspect géopolitique s'avérait crucial, l'abolition devant symboliser l'entrée de la nouvelle nation chilienne dans les « hiérarchies de la modernité », imaginées ici d'après un référent euro-centré libéral (Morelli, Thibaud & Verdo 2009 : 3). Cette proposition demeura cependant lettre morte – Santiago Bueras décédant lors de la bataille de Maipú en avril 1818, laquelle consacra définitivement l'indépendance chilienne. Elle n'en témoigne pas moins de la relative symbiose à l'œuvre entre républicanisme chilien et anti-esclavagisme au temps des indépendances nationales : cette accordance fut consacrée par l'abolition définitive de l'institution en 1823, et magnifiée par une tradition historiographique libérale et nationaliste, incarnée par Barros Arana. Les critiques d'une telle position abolitionniste immédiatiste ne manquaient cependant pas (et pas uniquement parmi les rangs royalistes et conservateurs), et Bueras, soucieux de désamorcer un de leurs arguments (voir ci-dessous), sentit le besoin de préciser qu'à ses yeux, l'abolition n'entraînerait aucune répercussion politique ou sociale néfaste.

Les ambiguïtés du républicanisme chilien au croisement entre abolition, race et citoyenneté

- 8 À l'encontre d'une interprétation hagiographique héritée du XIX^e siècle, quelques travaux récents ont commencé à mettre au jour les ambivalences du discours républicain chilien sur la question de l'esclavage et de la race. Fernanda del Río Ortiz a par exemple souligné les contradictions fréquentes entre, d'une part, un langage égalitaire et émancipateur et, d'autre part, la persistance de préjugés et stigmates raciaux au sein de la rhétorique républicaine (Del Río Ortiz 2013). Du reste, l'engagement occasionnel d'afrodescendants chiliens au sein des forces royalistes espagnoles (comme ailleurs en Amérique espagnole) illustre le fait que l'engagement militaire des *pardos* et des esclaves chiliens n'était en rien univoque et qu'il ne concordait pas mécaniquement avec la dynamique républicaine (Lasso 2007)¹⁵. Dès la *Patria Vieja*, une première manifestation de ces ambiguïtés résida dans la tension latente entre une inclusion par cooptation et une mobilisation autoritariste des afrodescendants libres et des esclaves chiliens au sein des corps armés républicains : le contexte plus général était celui de la militarisation croissante de la société civile face à

l'avancée royaliste venue du Pérou (Mareite 2015 : 119-132). Le bataillon des *Infantes de la Patria*, fondé en avril 1813 par refonte de l'ancien *Batallón de Infantería Disciplinada de Pardos* rassembla sous la bannière républicaine un contingent d'afrodescendants libres¹⁶. L'année suivante, la formation des *Ingenuos de la Patria* répondit à la même logique d'urgence (Vivanco Cifuentes 2010 ; Contreras Cruces 2011). Le caractère tardif de cette mobilisation effectuée par des « inspecteurs de quartiers » (*inspectores de barrio*) suggéra davantage un concours de circonstances issu du renversement de la conjoncture militaire en la défaveur des républicains chiliens, plutôt que le simple accomplissement d'idéaux émancipateurs et égalitaristes. En outre, la formation des *Ingenuos de la Patria* s'accompagna d'un ensemble de mesures coercitives à l'égard des esclaves réfractaires¹⁷. Le durcissement des sanctions par la *Junta de Gobierno* face aux résistances suscitées par la mesure – notamment l'obstruction des propriétaires d'esclaves et le marronage occasionnel des principaux concernés face à la perspective du recrutement militaire – illustra cet entrelacs constant entre une cooptation souple (par la promesse d'une manumission liée au service militaire, à l'issue de celui-ci) et une mobilisation autoritariste. Ainsi, à la fin août 1814, la *Junta* décréta notamment : « les maîtres qui dans le délai précis de trois jours n'auraient pas présenté leurs esclaves ou justifié leur fuite seront amendés au double de leur valeur [...]. Les esclaves qui préféreraient la dissimulation lâche ou qui s'enfuiraient de leur maison plutôt que de s'enrôler dans les légions de la Patrie et d'obtenir la liberté que cette dernière leur concède comme don inestimable, seront châtiés par cent coups de fouet, trois ans de présidence et un perpétuel esclavage à la libre décision du Gouvernement¹⁸ ».

- 9 De manière plus révélatrice encore, durant l'été 1823, la controverse entre les pouvoirs exécutif (le *Director Supremo* Ramón Freire Serrano et son secrétaire Mariano Egaña) et législatif (le *Senado Conservador*) sur la question de l'abolition de l'esclavage illustra les ambivalences du républicanisme chilien par rapport à l'esclavage et à la race, entre positionnements abolitionnistes immédiatiste et gradualiste. Les débats relatifs à une éventuelle indemnisation financière des propriétaires esclavagistes mirent en exergue l'antagonisme inhérent au discours *ilustrado* chilien, entre la promotion du « droit de liberté immanent à tous les hommes » (*Senado Conservador*) et la défense du droit de propriété durant les premières décennies du XIX^e siècle, que l'historiographie classique sur le sujet a eu tendance à reléguer au second plan (Mareite 2015 : 132-140 ; González Undurraga 2017)¹⁹. Le projet de loi déposé à la fin juin 1823 par l'avocat et sénateur de Santiago du Chili au *Senado Conservador* José Miguel Infante Rojas proposa de déclarer « libres », de manière inconditionnelle, « tous les esclaves existants au Chili, et tous ceux foulant le territoire national²⁰ ». Il fut immédiatement adopté par le corps législatif. Suivant une rhétorique de la régénération, empreinte de « principes libéraux » et d'un « idéal rédempteur », l'abolition symbolisait selon son concepteur (et selon l'interprétation hagiographique qui y fut associée) le marqueur d'une rupture radicale envers la « perversité » de l'héritage hispanique (Feliú Cruz 1973 : 98-118). Infante Rojas s'insurgea, dans ce contexte, du refus fréquent opposé par les derniers propriétaires esclavagistes chiliens d'inscrire dans les registres paroissiaux les nouveau-nés de parents esclaves, censés naître libres conformément aux dispositions de la « liberté des ventres²¹ ».
- 10 À la suite de la proposition de loi, au cours des quelques semaines précédant l'adoption formelle d'une abolition totale et inconditionnelle le 24 juillet 1823, l'exécutif déroula un certain nombre d'arguments en faveur d'un abolitionnisme gradualiste, qui ne sont

cependant pas exempts d’une certaine ambivalence. L’opposition sémantique entre « esclaves » et « citoyens » qui en rythma le discours sur la question (l’exécutif déclarant notamment que « les esclaves appartiennent exclusivement aux citoyens ») renvoie à l’exclusion implicite des premiers nommés de la sphère de la citoyenneté en formation²². Partisan d’une abolition graduelle (avec compensation financière pour les propriétaires esclavagistes affectés), le *Director Supremo* euphémisa la dureté de l’esclavage au Chili : son avatar local était, selon lui, particulièrement paternaliste et doux. De plus, Freire mit l’accent sur les potentielles perturbations économiques découlant d’une abolition inconditionnelle ainsi que sur le déficit supposé d’éducation politique et sociale des nouveaux affranchis. Pour ces raisons, le *Director Supremo* critiqua la supposée « exaltation » d’un corps législatif résolu à une abolition totale. Infante Rojas et ses soutiens n’en démordaient cependant pas. Freire, dans une ultime tentative pour faire prévaloir sa vision, formula (en vain) le projet d’un fonds public d’indemnisation destiné aux esclavagistes, couplé à un *patronato* (« patronage ») exercé par ces derniers auprès des esclaves âgés de moins de vingt ans et de plus de cinquante ans (outre les esclaves non instruits en une profession quelconque), en guise de régime de travail intermédiaire entre l’esclavage et le travail libre. La préoccupation annoncée du *Director Supremo* pour la « paix domestique », au fondement de ses arguments, occulta assez peu une tendance à considérer les individus d’ascendance africaine de la nouvelle république comme une potentielle menace sociale et politique (Candiotti 2015 : 160-162)²³. À travers les lignes, et quelquefois de manière plus explicite, ces derniers apparurent dans le discours de l’exécutif comme sujets à l’oisiveté, au vagabondage et au désordre social (Gómez 2005).

- 11 La réaction du journal *pipiolo* (« libéral ») *El Tizón Republicano* à la « liberté des esclaves » illustra elle aussi l’enracinement des stigmates raciaux, hérités de la période coloniale, associés aux afrodescendants dans le Chili nouvellement indépendant, secteurs *ilustrados* compris. Il attaqua frontalement la mesure d’abolition de l’esclavage. Se fondant sur la protection du droit individuel de propriété, il apporta son soutien au *Director Supremo*, en plein litige avec le pouvoir législatif. Le *Tizón Republicano* souligna en outre le caractère supposément bienveillant des pratiques esclavagistes au Chili, à titre d’argument allant à l’encontre d’une abolition immédiate, à tel point que les lignes de failles entre une *opposition sur la forme* et une *contradiction sur le fond* se brouillèrent quelque peu. Son éditeur argua en effet : « les esclaves au Chili sont traités de manière bienveillante par leur maître, ils sont alimentés, vêtus et éduqués, et quand cela ne leur plaît pas ils changent de propriétaire, qu’ils rencontrent avec facilité du fait de leur faible valeur²⁴ ». De plus, l’article mettait l’accent sur les supposées conséquences funestes de l’abolition de l’esclavage : la potentielle radicalisation réactionnaire des propriétaires esclavagistes et, plus fondamentalement encore, le recours des esclaves émancipés à la mendicité publique et au vagabondage, ainsi rapprochés de la figure tant méprisée par les élites coloniales de l’*ocioso malentretenido* (« le paresseux désœuvré » ; Araya Espinosa 1999). En somme, d’après *El Tizón Republicano*, l’abolition de l’esclavage représentait un cadeau empoisonné pour les esclaves émancipés, désormais livrés « au véritable esclavage des vices et de la mendicité²⁵ ». De manière intéressante, cette rhétorique de l’impréparation faisait écho aux dénonciations de la loi de « liberté des ventres » par certains pamphlétaires conservateurs comme « liberté pernicieuse » soumettant les nouveaux affranchis à « la fainéantise, [à] la misère et [au] vice » et faisant le lit de la « pardocratie », selon les écrits du religieux Melchor Martínez et du chroniqueur Manuel Antonio Talavera (Mareite 2015 : 151-154)²⁶.

- 12 À l’initiative de l’exécutif, une loi additionnelle fut publiée le 28 juillet 1823, énumérant un ensemble de dispositions, avec pour objectif d’éviter que les esclaves ne soient « abandonnés à la paresse et aux vices ». Elle stipula en particulier qu’« aucun esclave ne pouvait être considéré comme libre sans l’obtention préalable d’un billet de police » (*boleto de policía*) mentionnant explicitement ce nouveau statut. En théorie, l’obtention de ce billet n’était pas automatique. En effet, pour l’obtenir, l’esclave affranchi devait alors exercer une « honnête profession » et y être apte. Pour les femmes, une condition supplémentaire s’appliquait : la « moralité » de leur foyer (cette disposition étant censée lutter de manière à peine voilée contre la prostitution). Selon le texte de la loi, celles et ceux qui n’avaient pas obtenu le billet allaient se trouver dans une condition juridique intermédiaire entre esclavage et liberté. À ce titre, ils demeureraient sous le *patronato* de leur ancien maître, lequel se devait de remplir les « devoirs de protection et de secours » établis pour les esclaves au temps de la colonie (Mareite 2015 : 138-139 ; Candiotti 2015 : 162)²⁷.
- 13 Ces diverses réserves relatives à l’abolition de l’esclavage se doublèrent de l’exclusion sous-jacente des esclaves affranchis et de nombreux *pardos* du champ de la citoyenneté républicaine (en constante redéfinition depuis le premier *Cabildo Abierto* de septembre 1810) : apparurent, à la fois dans les textes et les discours, un ensemble de restrictions capacitaires et censitaires à l’exercice du droit de suffrage. Du « règlement constitutionnel provisoire » de 1812 à la Constitution présidentiale de 1833 s’étendit une période d’essais constitutionnels successifs durant laquelle l’équivalence formelle entre citoyenneté et droit de suffrage ne fut jamais entière. Tous ces textes constitutionnels prévoyaient des critères pour la suspension voire le retrait du statut de « citoyen actif » (autrement dit, électeur et éligible)²⁸. Tendanciellement, certes, la sphère de la citoyenneté avec droit de suffrage s’ouvrit graduellement depuis les élites vers les groupes intermédiaires d’artisans, commerçants et propriétaires ruraux : depuis la fin de la période coloniale, on comptait parmi ces groupes une élite de *pardos* libres (Cristi & Ruíz-Tagle 2006 : 82-93 ; Contreras Cruces 2011)²⁹. Une interrogation subsiste toutefois sur l’étendue du droit de suffrage réservé au reste de la population afrodescendante, en particulier aux anciens esclaves. Par exemple, à la suite du décret d’abolition, si la Constitution de 1823 dite *moralista* consacra formellement l’abolition de l’esclavage et le principe dit du « sol libre » dans son article 8 (dont le texte, plus ou moins modifié, fut repris dans les constitutions suivantes), elle dessina cependant les contours d’une citoyenneté avec droit de suffrage relativement restreint, dont on peut raisonnablement penser que la plupart des anciens esclaves (et même la majorité de la population) furent *de facto* exclus (Valencia Avaria 1951 : 116).
- 14 Après l’abolition de l’esclavage, outre l’âge et le genre (les citoyens votants étant nécessairement des hommes), outre des critères censitaires variables (propriétés, rentes et revenus), la présomption de dépendance et/ou d’incapacité devint le principal vecteur d’exclusion du champ de la sphère de la citoyenneté dite « active » dans les textes constitutionnels. Ainsi, le nouveau règlement électoral publié en août 1824 à l’instigation de Ramón Freire reprit certaines des disqualifications issues de la Constitution *moralista* concernant l’exercice d’une citoyenneté avec droit de suffrage (les « suspensions » exposées dans son article 13) : ces disqualifications affectaient notamment « ceux qui par inaptitude physique ou morale ne peuvent agir librement et de manière réfléchie », ainsi que « les journaliers, serviteurs et domestiques, les vagabonds et sans emploi et sans moyen de subsistance connu » (Ramírez Donoso 2014 :

142). Le langage de l'exclusion par la race s'effaçait au profit de nouvelles matrices de subalternisation. Dans le contexte de la formation de la nouvelle république, si l'avant-garde idéalisée par ses concepteurs se composait d'un corps de citoyens éclairés, rationnels et vertueux, la population d'origine africaine se trouvait parfois dépeinte comme son antithèse par excellence. Certains propos du libéral Pedro Félix Vicuña (père de l'historien Benjamín Vicuña Mackenna) dans les colonnes du *Telégrafo Mercantil* de Valparaíso illustrent ainsi une tendance relative à la stigmatisation et à l'exclusion des individus d'ascendance africaine du projet républicain de construction nationale. Le 31 octobre 1826, Vicuña (fig. 3) avait certes la conviction que « l'abolition de l'esclavage et la détestation du trafiquant de chair humaine proclamées dans la Constitution du Chili méritent le respect et la vénération des amants de l'humanité dans le monde entier³⁰ ». Cette célébration enthousiaste de l'extinction de l'esclavage au Chili ne saurait cependant masquer les ambiguïtés de l'auteur à propos des populations africaines et afrodescendantes (notamment les esclaves émancipés) de la république. Le 5 décembre de la même année, le journaliste rédigea un paragraphe éminemment plus polémique où il pointa du doigt ceux qu'il considérait comme ses adversaires politiques *pelucones* (« réactionnaires »), en particulier :

« Les maîtres barbiers et d'autres professions de race africaine ; appelés *zambos* et *mulatos* : les sacristains d'Église, les sonneurs de cloche et les bedeaux : les infatués : les vieux domestiques qui ont été esclaves : l'ultime plaie des peuples, les filous et les bandits de grand chemin³¹. »

- 15 Les populations d'origine africaine se voient ainsi assimilées aux forces réactionnaires (l'ancien esclave étant supposément dévoué aux intérêts conservateurs) et associées à la religiosité et à l'ignorance – dans un contexte d'intenses affrontements politiques, de 1823 à 1830, entre libéraux et conservateurs d'une part, et fédéralistes et centralistes de l'autre. Un tel amalgame apparaît symptomatique d'une défiance des nouvelles élites chiliennes de l'ère républicaine vis-à-vis des Africains et des afrodescendants du Chili (Pinto Vallejos & Valdivia Ortiz de Zarate 2009 : 27).

Fig. 3. Pedro Félix Vicuña (1805-1874).

Source : Memoria Chilena / Biblioteca Nacional de Chile.

- 16 Cette représentation de la dégradation et de l'infamie généralement associées à l'ascendance africaine, ainsi que le stigmate persistant lié à l'expérience de l'esclavage en particulier, qu'incarne le stéréotype de l'esclave fourbe et dévoué aux intérêts conservateurs, cristallise les ambivalences du républicanisme chilien à l'égard des populations d'origine africaine dans la nouvelle république en formation. La diatribe de Vicuña contre les afrodescendants supposément « *pelucones* par religion » illustre le fait que les controverses liées à la race dans le Chili républicain ne disparurent pas totalement avec l'extinction de l'institution esclavagiste en 1823. Tout ceci met en lumière le caractère partiellement controversé au Chili de la transition vécue par les Africains et les afrodescendants (en particulier par les anciens esclaves) du statut de « sujet » d'Ancien Régime à celui de citoyen « libre » au moment des indépendances nationales, alors même qu'une partie des nouvelles élites républicaines, Freire et Vicuña notamment, les plaçaient hors de la communauté imaginée des citoyens. En outre, durant la première moitié du XIX^e siècle, certains litiges judiciaires témoignent de même de la résurgence occasionnelle du stigmate social et politique attaché à l'ascendance africaine au Chili, quand l'origine *parda* et esclave (réelle ou supposée) d'une des parties était évoquée à des fins de dénigrement³². Le tailleur afrodescendant Ambrosio Larrechada, l'un des meneurs du mouvement artisan en 1851, fut par ailleurs accusé par les organes progouvernementaux de fomenter l'avènement d'une « négrocratie ». De telles attaques constituent un autre indice de l'inertie résiduelle qui pèse sur la question raciale dans le Chili du XIX^e siècle³³.

BIBLIOGRAPHIE

Abréviations

ANCH : Archivo Nacional de Chile.

CG : Capitanía General.

Sources primaires

AMOR DE LA PATRIA, José, 1810. *Catecismo político christiano dispuesto para la instrucción de la juventud de los pueblos libres de la América*. Disponible en ligne : www.cervantesvirtual.com/obra/catecismo-politico-cristiano-dispuesto-para-la-instruccion-de-la-juventud-de-los-pueblos-libres-de-la-america-meridional-0/ [dernier accès, février 2019].

AMUNATEGUI, Miguel, 1914. *Escritos de Don Manuel de Salas y documentos relativos a él y a su familia*, Santiago de Chile, Imprenta, Litografía y Encuadernación Barcelona, t. 3.

ANCH, CG, vol. 79, dossier 8, « Félix Fernández, solicita su libertad », 1815.

ANCH, CG, vol. 107, dossier 37, « Catalina Alcalde, esclava representada por Santibañez, sobre una venta », 1814.

ANCH, CG, vol. 165, dossier 3, « Juan Mulato, c. Ignacio de Irigarray, por su libertad », 1804.

ANCH, CG, vol. 170, dossier 53, « Joaquín Saavedra, sobre entrega de esclavo », 1816.

ANCH, CG, vol. 224, dossier 7, « María de los Dolores Álamo, sobre libertad de su hija », 1817.

ANCH, Judiciales de La Serena, vol. 93, dossier 1, « Dominga Rojas contra Agustín Tirados, sobre derecho a un sitio », 1835.

ANCH, Sergio Fernández Larraín, vol. 16, dossier 4, « Dos informes, uno simple, y el otro firmado por Juan Balmaceda al gobernador y Capitán general, sobre la calidad de los hijos de esclavos », 1754.

ANCH, Sergio Fernández Larraín, vol. 37, dossier 35, 1818.

Archivo Bernardo O'Higgins, Biblioteca Virtual, t. 23, disponible en ligne : www.institutoohigginiano.cl/biblioteca-virtual-ohiggins [dernier accès, février 2019].

BANADOS ESPINOSA, Julio, 1884. *La batalla de Rancagua, sus antecedentes y sus consecuencias*, Santiago de Chile, Rafael Jover.

Biblioteca del Congreso Nacional, Constituciones Políticas, disponible en ligne : www.bcn.cl/historiapolitica/constituciones/index.html [dernier accès, février 2019].

Boletín de leyes i decretos del gobierno, 1810-1814, Santiago de Chile, Imprenta Nacional, Biblioteca de la Corte Suprema, 1898.

Censo de 1813, levantado por don Juan Egaña, de orden de la Junta de Gobierno formada por los señores Pérez, Infante y Eyzaguirre, Santiago de Chile, Ediciones Archivo Nacional, Imprenta de Chile, 1853.

Colección de Historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile, Santiago de Chile, Imp. Cervantes, 1911, t. 19.

Colección de las leyes y decretos del gobierno desde 1810 hasta 1823, Santiago de Chile, Imprenta chilena, 1846.

CRISTI, Renato & Pablo RUÍZ-TAGLE, 2006. *La República en Chile: Teoría y Práctica del Constitucionalismo Republicano*, Santiago de Chile, LOM Ediciones.

Diario de Avisos, 9 mai 1851.

El Monitor Araucano, n° 24, 25 mai 1813.

El Tizón Republicano, n° 15, 23 juin 1823, « Libertad de esclavos ».

FABRES Y FERNANDEZ, José Clemente, José A., GANDARILLAS & Felipe HERRERA, 1865. *Boletín de leyes y de las ordenes y decretos del gobierno*, Santiago de Chile, La Independencia, t. 1.

Gaceta ministerial de Chile, n° 3, 28 juillet 1821.

GAY, Claude, 1900. *Historia de la independencia chilena*, Paris, Thunot [1^{re} éd. 1856].

Impresos chilenos: 1776-1818, Santiago de Chile, Biblioteca Nacional, Instituto Geográfico Militar, 1963, vol. 2.

La Aurora de Chile, t. 1, n° 11, 23 avril 1812.

La Aurora de Chile, t. 1, n° 12, 30 avril 1812.

MARIN DEL SOLAR, Mercedes, 1858. *Canto fúnebre a la memoria del ciudadano José Romero en el día de sus exequias celebradas en el convento de Agustinas (Santiago de Chile)*, Imprenta del Conservador.

MARTINEZ, Melchor, 1964. *Memoria histórica sobre la revolución de Chile desde el cautiverio de Fernando VII hasta 1814. Escrita por orden del rey por fray Melchor Martínez*, Santiago de Chile, Ediciones de la Biblioteca Nacional.

Sesiones de los cuerpos legislativos de la República de Chile, 1811 a 1843, Santiago de Chile, Imprenta Cervantes, 1887.

SILVA CASTRO, Raúl, 1960. *Escritos políticos de Camilo Henríquez*, Santiago de Chile, Universidad de Chile.

TALavera, Manuel Antonio, 1937. *Revoluciones de Chile. Discurso histórico, diario imparcial de los sucesos memorables acaecidos en Santiago de Chile por un vecino testigo ocular*, Santiago de Chile, Condor.

Telégrafo Mercantil y Político, Valparaíso, Ed. del Comercio (1826-1827), n° 13, 31 octobre 1826.

Telégrafo Mercantil y Político, Valparaíso, Ed. del Comercio (1826-1827), n° 28, 5 décembre 1826.

Références

ARAYA ESPINOSA, Alejandra, 1999. *Ociosos, vagabundos y malentretidos en Chile colonial*, Santiago, DIBAM, Centro de Investigaciones Barros Arana, Lom Ediciones.

ARRE MARFULL, Montserrat & Paulina BARRENECHEA VERGARA, 2017. « De la negación a la diversificación: los intra y extramuros de los estudios afrochilenos », *Tabula Rasa*, n° 27, p. 129-160.

BARROS ARANA, Diego, 1897, *Historia General de Chile*, Santiago de Chile, Rafael Jover, t. 14.

BLANCHARD, Peter, 2010, « The Wars of Independence, Slave Soldiers and the Issue of Abolition in Spanish South America », dans Seymour Drescher & Pieter Emmer, *Who abolished slavery? Slave*

- revolts and abolitionism: a debate with João Pedro Marques*, New York / Oxford, Berghahn Books, p. 133-145.
- CANDIOTI, Magdalena, 2015. « Regulando el fin de la esclavitud: Diálogos, innovaciones y disputas jurídicas en las nuevas repúblicas sudamericanas, 1810-1830 », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas*, n° 52/1, p. 149-172.
- COLLIER, Simon, 2008. *Ideas and politics of Chilean Independence, 1808-1833*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CONTRERAS CRUCES, Hugo, 2011. « Artesanos mulatos y soldados beneméritos: el Batallón de Infantes de la Patria en la Guerra de Independencia de Chile, 1795-1820 », *Historia*, n° 44/1, p. 51-89.
- CONTRERAS SEGURA, María Teresa, 2013. « Una ausencia aparente: africanos y afroestizos en Valparaíso tardocolonial, 1770-1820 », *Revista de historia social y de las mentalidades*, n° 17/2, p. 105-140.
- CUSSEN, Celia L., 2009. « La ardua tarea de ser libre: manumisión e integración social de los negros en Santiago de Chile colonial », dans Celia L. Cussen, *Huellas de África en América: perspectivas para Chile*, Santiago de Chile, Editorial Universitaria, p. 109-136.
- DEL RÍO ORTIZ, Fernanda, 2013. « Población y esclavitud africana en el Chile tardo-colonial: propuesta comparativa desde el imaginario historiográfico del Siglo XIX », Master Universitario en Estudios Contemporáneos e Investigación Avanzada, Universitat Jaume I, Departamento de Historia, Geografía y Arte.
- FELIÚ CRUZ, Guillermo, 1973. *La abolición de la esclavitud en Chile*, Santiago de Chile, Editorial Universitaria [2° éd.].
- GÓMEZ, Alejandro E., 2005. « El estigma africano en los mundos hispánico-atlánticos (siglos XIV al XIX) », *Revista de Historia*, n° 153/2, p. 139-179.
- GÓMEZ, Alejandro E., 2008. « La Revolución de Caracas desde abajo », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, « Débats ». Disponible en ligne : journals.openedition.org/nuevomundo/32982 [dernier accès, février 2019].
- GONZÁLEZ UNDURRAGA, Carolina, 2012a. « Los usos del honor por esclavos y esclavas: del cuerpo injuriado al cuerpo liberado (Chile, 1750-1823) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, « Colloques ». Disponible en ligne : journals.openedition.org/nuevomundo/2869 [dernier accès, février 2019].
- GONZÁLEZ UNDURRAGA, Carolina, 2012b. « El abogado y el procurador de pobres: la representación de esclavos y esclavas a fines de la Colonia y principios de la República », *SudHistoria*, n° 5, p. 81-98.
- GONZÁLEZ UNDURRAGA, Carolina, 2017. « La esclavitud en los registros judiciales y en las “leyes de libertad” (Chile, 1810-1823) », dans Jaime Valenzuela Marquez (éd.), *América en diásporas: esclavitudes y migraciones forzadas en Chile y otras regiones americanas (siglos XVI-XIX)*, Santiago de Chile, RIL Editores, p. 113-129.
- GUERRERO LIRA, Cristián, 2002. *La contrarrevolución de la independencia de Chile*, Santiago de Chile, Editorial Universitaria / Centro de Investigaciones Diego Barros Arana.
- HELG, Aline, 2004. *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- LASSO, Marixa, 2007. *Myths of harmony. Race and republicanism during the age of revolution, Colombia, 1795-1831*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

- MAREITE, Thomas, 2015. « Africains et afrodescendants du Chili : esclavage, conflictualités, émancipations (1750-1850) », mémoire de master, Paris, Institut d'études politiques.
- MORELLI, Federica, Clément THIBAUD & Geneviève VERDO (éd.), 2009. *Les Empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- OGASS BILBAO, Claudio Moisés, 2009. « Por mi precio o mi buen comportamiento: oportunidades y estrategias de manumisión de los esclavos negros y mulatos en Santiago de Chile, 1698-1750 », *Historia*, n° 42/1, p. 141-184.
- PINTO VALLEJOS, Julio & Verónica VALDIVIA ORTIZ DE ZARATE, 2009. *¿Chilenos todos? La construcción social de la Nación (1810-1840)*, Santiago de Chile, LOM Ediciones.
- PORTELLO VALDÉS, José, 2009. « Victorián de Villava, fiscal de Charcas: reforma de España y nueva moral imperial », *Studia Historica, Historia Contemporánea*, n° 27, p. 27-52.
- RAMÍREZ DONOSO, Alexis, 2014. « La ciudadanía en los primeros años de la República, ¿una comunidad política de propietarios? Republicanismo y sufragio en Chile (1810-1833) », *Derecho y Humanidades*, n° 24, p. 133-157.
- SAN MARTÍN, William, 2013. « De objeto y sujeto: esclavitud, personalidad legal y la decoloración de lo servil en el Chile tardocolonial », *Revista de Historia Social y de las Mentalidades*, n° 17/2, p. 143-160.
- UNDURRAGA SCHULER, Verónica, 2009. « Españoles oscuros y mulatos blancos: identidades múltiples y disfraces del color en el ocaso de la Colonia chilena. 1778-1820 », dans Rafael Gaune & Lara Martín (coord.), *Historias de racismo y discriminación en Chile*, Santiago, Uqbar Editores, p. 345-373.
- VALENCIA AVARIA, Luís, 1951. *Anales de la República*, Santiago de Chile, Imprenta Universitaria, t. 1-2.
- VIVANCO CIFUENTES, Claudio Eduardo, 2010. « La actuación del batallón Infantes de la Patria durante la Patria Vieja, 1810-1814 », *Cuaderno Militar*, n° 6, p. 7-29.

NOTES

1. Voir notamment Archivo Nacional de Chile (ANCH), Sergio Fernández Larraín, vol. 16, dossier 4, « Dos informes, uno simple, y el otro firmado por Juan Balmaceda al gobernador y Capitán general, sobre la calidad de los hijos de esclavos », 1754. Dans sa correspondance avec le capitaine général Domingo Ortiz de Rosas, en 1754, l'auditeur (oidor) de la *Real Audiencia*, Juan Balmaceda Cenzano y Beltrán, remit notamment en cause la matrilinearité de la condition d'esclave et redéfinit l'esclavage comme produit de rapports de force historiques et non comme fruit d'un privilège immuable et sacré.
2. Cette autonomisation s'effectua notamment à la suite de la formation du *Congreso Nacional* de 1811. Elle fut toutefois graduelle, à l'image des autres espaces coloniaux hispaniques. À titre d'exemple, le « Reglamento Constitucional provisional del pueblo de Chile » (1812) se réclamait encore du souverain Fernando VII. Voir Biblioteca del Congreso Nacional, *Constituciones Políticas*, disponible en ligne : www.bcn.cl/historiapolitica/constituciones/index.html [dernier accès, février 2019].
3. Sur la « liberté des ventres » et sa genèse, voir *Sesiones de los cuerpos legislativos de la República de Chile, 1811 a 1843*, 1887, t. 1, p. 132 ; *Colección de Historiadores i de documentos relativos a la Independencia de Chile*, 1911, t. 19, p. 106 (nous traduisons).
4. Amunategui 1914, t. 3 : 45-46 ; *Gaceta ministerial de Chile*, n° 3, 28 juillet 1821.

5. « Proclama Revolucionaria de frai Antonio Orihuela », dans *Sesiones de los cuerpos legislativos...*, op. cit., 1887, t. 1, p. 357-359 ; Silva Castro 1960 : 44-49 ; Amor de la Patria 1810, disponible en ligne : www.cervantesvirtual.com/obra/catecismo-politico-cristiano-dispuesto-para-la-instruccion-de-la-juventud-de-los-pueblos-libres-de-la-america-meridional--0/ [dernier accès, février 2019].
6. La Constitution dite *gaditana* exclut *in fine* les Africains et les afrodescendants de la sphère de la citoyenneté active dans son article 29.
7. *La Aurora de Chile*, t. 1, n° 11, 23 avril 1812 et t. 1, n° 12, 30 avril 1812, « El editor acerca de la sesión de las Cortes sobre la esclavatura » (nous traduisons).
8. La fin de la période coloniale au Chili fut marquée par la mobilisation croissante de rhétoriques jusnaturalistes parmi les esclaves et leurs défenseurs, contre leur propriétaire ou contre des tiers : ici, la revendication du droit naturel à la liberté individuelle se combina généralement à un discours empreint de valeurs chrétiennes. Voir par exemple ANCH, Capitanía General (CG), vol. 165, dossier 3, « Juan Mulato, c. Ignacio de Irigaray, por su libertad », 1804, dans lequel l’esclave Juan Mulato évoqua « la violence et la répugnance que souffrent la nature et la raison par l’esclavage des hommes, des êtres naturellement égaux dans la liberté » (nous traduisons).
9. ANCH, CG, vol. 107, dossier 37, « Catalina Alcalde, esclava representada por Santibañez, sobre una venta », 1814 (nous traduisons).
10. *Sesiones de los cuerpos legislativos...*, op. cit., 1887, t. 1, p. 138 (nous traduisons).
11. *Colección de Historiadores...*, op. cit., 1846, t. 19, p. 328-329, « Otra proclama de don Nicolás Matorras en elogio de la conducta observada por el esclavo José Muñoz ».
12. *Impresos chilenos: 1776-1818*, 1963, vol. 2, p. 115-117 (nous traduisons).
13. Marin del Solar 1858.
14. Archivo Bernardo O’Higgins, Biblioteca Virtual, t. 23, p. 324-325, « Representación de Santiago Bueras sobre libertad de esclavos », 1817 ; *ibid.*, t. 23, p. 304, « Confirmación de la ley de libertad de vientres », 1817 (nous traduisons). Disponible en ligne : www.institutoohigginiano.cl/biblioteca-virtual-ohiggins [dernier accès, février 2019].
15. ANCH, CG, vol. 79, dossier 8, « Félix Fernández, solicita su libertad », 1815 ; ANCH, CG, vol. 170, dossier 53, « Joaquín Saavedra, sobre entrega de esclavo », 1816 ; ANCH, Sergio Fernández Larraín, vol. 37, dossier 35, 1818.
16. Fabres y Fernandes, Gandarillas & Herrera 1865, t. 1 : 20.
17. Banados Espinosa 1884, chap. 10 ; Gay 1900, vol. 2 : 126.
18. *Colección de las leyes y decretos del gobierno desde 1810 hasta 1823*, 1846, p. 364-365 (nous traduisons et soulignons).
19. *Sesiones de los cuerpos legislativos...*, op. cit., 1887, t. 7, p. 271. « Le Sénat demande si la propriété pécuniaire, à supposer qu’elle existe, doit être plus sacrée que le droit à la liberté immanent à tous les hommes [...] ; la restitution d’une liberté que réclame l’humanité, la justice et la nature ne peut pas non plus dépendre de la contingence des souscriptions. » (nous traduisons).
20. *Sesiones de los cuerpos legislativos...*, op. cit., 1887, t. 7, p. 233 (nous traduisons).
21. Sur cette pratique, voir *El Monitor Araucano*, n° 24, 25 mai 1813 ; ANCH, CG, vol. 224, dossier 7, « María de los Dolores Álamo, sobre libertad de su hija », 1817.

22. Un an auparavant, pourtant, la Constitution de 1822 fut la première à définir d'emblée la catégorie de « citoyen », précisant notamment que « tous les Chiliens sont égaux devant la loi, sans distinction de rang ni de privilège » (art. 6). Toutefois, elle ne fit pas explicitement mention de la question de l'esclavage. Voir Biblioteca del Congreso Nacional, *Constituciones Políticas*, www.bcn.cl/historiapolitica/constituciones/index.html [dernier accès, février 2019].

23. *Sesiones de los cuerpos legislativos...*, op. cit., 1887, t. 7, p. 223-228, p. 252, p. 271, p. 288 et p. 297 ; *ibid.*, t. 8, p. 279.

24. *El Tizón Republicano*, n° 15, 23 juin 1823, « Libertad de esclavos » (cité dans Feliú Cruz 1973 : 89 ; nous traduisons).

25. *Ibid.* (nous traduisons).

26. Martinez 1964 ; Talavera 1937.

27. *Boletín de leyes i decretos del gobierno, 1810-1814*, 1898, p. 134-135.

28. Biblioteca del Congreso Nacional, *Constituciones Políticas* : « Reglamento Constitucional Provisorio del Pueblo de Chile » (1812), « Reglamento para el Gobierno Provisorio » (1814), « Proyecto de Constitución Provisoria para el Estado de Chile » (1818), « Constitución Política del Estado de Chile » (1822), « Constitución Política del Estado de Chile » (1823), « Leyes Federales » (1826), « Constitución Política de la Republica de Chile » (1828) et « Constitución de la República chilena » (1833). Voir www.bcn.cl/historiapolitica/constituciones/index.html [dernier accès, février 2019].

29. La Constitution de 1828 fut ainsi la plus proche d'une équivalence parfaite entre citoyens et citoyens actifs : elle établissait des critères censitaires relativement minimaux, qui furent cependant relevés une nouvelle fois en 1833.

30. *Telégrafo Mercantil y Político*, n° 13, 31 octobre 1826 (nous traduisons).

31. *Telégrafo Mercantil y Político*, n° 28, 5 décembre 1826 (nous traduisons ; la syntaxe et l'orthographe sont celles de la source originale).

32. Voir par exemple ANCH, *Judiciales de La Serena*, vol. 93, dossier 1, « Dominga Rojas contra Agustín Tirados, sobre derecho a un sitio », 1835.

33. *Diario de Avisos*, 9 mai 1851.

RÉSUMÉS

Cet article entend mettre en lumière la pluralité et le caractère parfois contradictoire des discours républicains chiliens qui lièrent les problématiques de l'esclavage, de l'égalité raciale et de la citoyenneté entre 1810 et 1823. D'une part, il retrace brièvement la généalogie de liens rhétoriques formés entre la cause républicaine et la cause des afrodescendants libres et esclaves durant les guerres d'Indépendance. D'autre part, il examine de quelle façon les limites et les ambivalences des discours républicains chiliens sur l'esclavage, l'égalité raciale et la citoyenneté contrastèrent avec cette rhétorique d'harmonie raciale.

This article aims to shed light on the plurality and the sometimes contradictory character of Chilean republican discourses that linked the questions of slavery, racial equality and citizenship between 1810 and 1823. On the one hand, it briefly retraces the genealogy of rhetorical links formed between the republican cause and the cause of free and enslaved Afrodescendant people during the wars of independence. On the other hand, it examines how the limits and ambiguities of Chilean republican discourses on slavery, racial equality and citizenship contrasted with this rhetoric of racial harmony

Este artículo aspira a poner de relieve la pluralidad y el carácter a veces contradictorio de los discursos republicanos chilenos que vincularon las problemáticas de la esclavitud, de la igualdad racial y de la ciudadanía entre 1810 y 1823. Por un lado, reconstituye brevemente la genealogía de lazos retóricos formados entre la causa republicana y la causa de los afrodescendientes libres y esclavos durante las guerras de independencia. Por otro, examina de qué manera los límites y las ambigüedades de los discursos republicanos chilenos sobre esclavitud, igualdad racial y ciudadanía contrastaron con esta retórica de armonía racial.

Este artigo pretende esclarecer a pluralidade e o carácter contraditório dos discursos chilenos republicanos que relacionaram os problemas da escravidão, da igualdade racial e da cidadania entre 1810 e 1823. Por um lado, reconstrói brevemente a genealogia dos nexos retóricos entre a causa republicana e a causa dos afro-descendentes livres e escravos durante as guerras de independência. Por outro lado, examina como as limitações e as ambiguidades dos discursos chilenos republicanos sobre a escravidão, a igualdade racial e a cidadania contrastaram com essa retórica de harmonia racial.

INDEX

Mots-clés : esclavage, abolition, républicanisme, citoyenneté, Chili

Palavras-chave : escravidão, abolição, republicanismo, cidadania, Chile

Palabras claves : esclavitud, abolición, republicanismo, ciudadanía, Chile

Keywords : slavery, abolition, republicanism, citizenship, Chile

AUTEUR

THOMAS MAREITE

Leiden University (Institute for History), Pays-Bas